

## [Text]

generally more effective in bringing together business, government and labour in some sort of consultative arrangement that ideally leads on to a greater degree of consensus among the major players in the economy.

I noted in your opening statement that you referred to the establishment of task forces in three industrial sectors in a small business consultative committee. I believe that in addition there is the export board, which also is a form of consultation. I welcome that initiative, since it does put consultation at the level where I think it will be most effective. I would ask you whether you would agree that problems of productivity and international competitiveness are best understood on a sector by sector basis? Do we not have in Canada a situation today where we have really a remarkable hodgepodge of assistance and stimulus by government for industry, tax incentives in some cases, export promotion and financing, patents, tariffs, import quotas, tax laws and regulations? The list is almost endless. Generally speaking, those initiatives are unrelated to each other, and tend to be on an ad hoc basis. I wondered if you would see us in Canada moving toward a situation where the sector-by-sector consultation would not lead in time to a greater degree of planning, but planning on a consensus basis, rather than the *de registre* basis of, say, France—planning of an indicative character, rather than a detailed planning. I would myself have thought that would be, indeed, the direction in which we are going, and we might consciously shape that direction rather than, in effect, back into it.

**Mr. Lumley:** Mr. Chairman, Mr. MacLaren raises, I think, probably one of the most fundamental and elemental subjects in terms of resolving this "industrial strategy" issue, which has been discussed by just about everybody in the economic community for many years in the private and public sector. I cannot agree with him more. In fact, I think in a market like ours, with only 24 million people, and so dependent on international trade for the survival of the economy of this country, it is absolutely imperative that government, business, and labour have a very cohesive effort. I know the hon. member has spent very many years before he came to Parliament in work in this regard.

I do not believe as an individual, and I guess it comes as no surprise sitting around the table, that the government as such—any group of political people or bureaucrats—can, in the Canadian society, can come down with an industrial strategy as such. I think that by and large what the government can do is to create a climate and assist in the prioritization. In many cases they can be very pro-active, in a complimentary sense, in some cases doing it themselves because it is much easier working with the private sector. We think . . .

**Mr. Mazankowski:** Then why does not the gang start doing that, Ed?

## [Translation]

d'autres pays ont adopté une démarche généralement plus efficace pour réunir le monde des affaires, le gouvernement et les syndicats dans un genre d'entente consultative qui mène idéalement à un plus grand consensus entre les principaux intervenants dans l'économie.

Je remarque que dans votre déclaration d'ouverture vous faites allusion à la création sous forme de comité consultatif de la petite entreprise, de groupes de travail dans trois secteurs industriels. Je crois qu'en plus de cela il y a la commission sur les exportations qui est aussi une forme de consultation. Je suis heureux de cette initiative car elle situe la consultation à un niveau où je pense qu'elle sera le plus efficace. Je veux vous demander si vous convenez que les problèmes de productivité et de concurrence internationale sont mieux compris sur une base secteur par secteur? Au Canada présentement, ne sommes-nous pas dans une situation où nous avons vraiment un salmigondis remarquable d'aide et de stimulus gouvernemental à l'industrie, dans certains cas il s'agit d'incitatifs fiscaux, de promotions et de financement à l'exportation, de brevets d'invention, de tarifs, de quotas à l'exportation, de lois et de règlements fiscaux? La liste en est presque infinie. De façon générale ces initiatives n'ont aucun lien en commun et tendent à être considérées sur une base *ad hoc*. Selon vous, n'y aurait-il pas un plus grand degré de planification, mais une planification basée sur le consensus plutôt qu'une planification de registre comme en France, une planification globale plutôt que détaillée, si le Canada s'orientait vers une consultation secteur par secteur. Personnellement je pense que c'est vers cela que nous nous dirigeons et nous pourrions le faire consciemment plutôt que d'y arriver par hasard.

**M. Lumley:** Monsieur le président, M. MacLaren soulève probablement là l'un des sujets les plus fondamentaux et les plus élémentaires pour ce qui est de résoudre cette question d'une «stratégie industrielle», sujet qui a alimenté les discussions d'à peu près tout le monde dans la communauté économique pendant de nombreuses années tant dans le secteur privé que public. Je suis tout à fait d'accord avec lui. En fait je pense que dans le type de marché que nous avons, alors que nous n'avons que 24 millions d'habitants, et que nous dépendons tellement du commerce international pour la survie de notre économie, il est absolument impératif que le gouvernement, le monde des affaires et les syndicats fournissent un effort cohérent. Je sais qu'avant d'être élu au Parlement, l'honorable député a travaillé dans ce sens pendant de nombreuses années.

Personnellement je ne pense pas, et je présume que ce n'est pas une surprise pour ceux qui sont à cette table, que le gouvernement comme tel, n'importe quel groupe de politiciens ou de fonctionnaires, puisse, dans la société canadienne, présenter une stratégie industrielle comme telle. Je pense que de façon générale ce que le gouvernement peut faire c'est de créer un climat et d'aider à l'établissement de priorités. Dans bien des cas, ils peuvent jouer un rôle de promoteur, dans un sens complémentaire, dans certains cas ils peuvent le faire eux-mêmes car c'est beaucoup plus facile de travailler avec le secteur privé. Nous pensons . . .

**M. Mazankowski:** Alors, pourquoi la bande ne s'y met-elle pas, Ed?